

**DECRET N°2015-0047/PM-RM DU 5 FEVRIER 2015
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DE
CABINET ADJOINT DU PREMIER MINISTRE**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2015-0046/PM-RM du 04 février 2015 fixant l'organisation des services du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Marimpa SAMOURA**, N°Mle 916-35.A, Inspecteur du Trésor, est nommé **Directeur de Cabinet adjoint** du Premier ministre.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 5 février 2015

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

**DECRET N°2015-0048/P-RM DU 6 FEVRIER 2015
PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF
A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE
MODERNISATION ET D'EXTENSION DE
L'AEROPORT INTERNATIONAL DE BAMAKO-
SENOU**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Est approuvé le marché relatif à l'achèvement des travaux de modernisation et d'extension de l'Aéroport International de Bamako-Sénou, pour un montant hors toutes taxes de dix huit milliards deux cent soixante trois millions deux cent trente un mille (18.263.231.000) francs CFA, soit 36.526.462 Dollars US et un délai d'exécution de douze (12) mois, conclu avec l'entreprise chinoise SINOHYDRO Corporation.

ARTICLE 2 : Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Equipeement, des Transports et du Désenclavement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 février 2015

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Mamadou Igor DIARRA

Le ministre de l'Equipeement,
des Transports et du Désenclavement,
Mamadou Hachim KOUMARE

**DECRET N°2015-0049/P-RM DU 6 FEVRIER 2015
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DES
ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois des Finances ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité ;

Vu l'Ordonnance n°2014-012/P-RM du 1^{er} octobre 2014 portant création de l'Agence des Energies renouvelables du Mali (AER-Mali), ratifiée par la Loi n°2014-057 du 29 décembre 2014 ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence des Energies renouvelables du Mali (AER-Mali).

ARTICLE 2 : Le siège de l'Agence des Energies renouvelables du Mali est fixé à Bamako. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire par décret pris en Conseil des Ministres après consultation du Conseil d'Administration de l'Agence.

TITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

CHAPITRE I : CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECTION I: COMPOSITION

ARTICLE 3 : Sont membres du Conseil d'Administration de l'Agence des Energies renouvelables du Mali :

Président : Une personnalité scientifique en matière d'énergie renouvelable nommée par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de l'Energie.

Membres :

Représentants des pouvoirs publics :

- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant du ministre chargé des Collectivités territoriales ;
- un représentant du ministre chargé de la Recherche scientifique ;
- un représentant du ministre chargé de l'Environnement ;
- un représentant du ministre chargé de l'Industrie ;

- un représentant du ministre chargé de l'Artisanat ;
- le Directeur National de l'Energie ou son représentant.

Représentant des opérateurs du domaine :

- un représentant des opérateurs du domaine.

Représentant des consommateurs :

- un représentant des consommateurs.

Représentant du personnel :

- un représentant des travailleurs de l'Agence.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe la liste nominative des membres du Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 : Le mandat des membres du Conseil d'Administration est fixé à trois (3) ans renouvelable une fois.

La Direction générale de l'Agence assure le secrétariat du Conseil d'Administration.

SECTION III : FONCTIONNEMENT

ARTICLE 6 : Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire deux fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur proposition de son président ou des deux tiers de ses membres. La session extraordinaire ne peut dépasser le cadre du motif qui a servi à sa convocation.

La durée d'une session ne peut excéder trois jours. Elle peut être prorogée avec l'accord express de l'autorité de tutelle pour deux jours au plus.

Toutefois, la session au cours de laquelle est discuté le budget peut aller jusqu'à cinq jours.

ARTICLE 7 : Le président du Conseil d'Administration adresse les convocations assorties de l'ordre du jour des réunions ordinaires aux membres du conseil, au moins dix jours à l'avance. Les convocations sont publiées et mentionnées au registre des délibérations. Elles sont remises aux membres du conseil, au moins dix jours francs avant la date de la réunion. Elles indiquent le jour, l'heure, le lieu de la réunion et les points inscrits à l'ordre du jour.

Le projet d'ordre du jour est établi par le président. Celui-ci est tenu d'y porter les questions proposées par au moins un tiers des membres du conseil ou l'autorité de tutelle.

ARTICLE 8 : Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si les deux tiers de ses membres sont présents. A défaut, une nouvelle réunion est convoquée sept jours plus tard et pourra valablement siéger sans condition de quorum.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Le vote est secret.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre de délibération côté et paraphé par le président du conseil. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance.

ARTICLE 9 : Les séances du conseil ne sont pas publiques.

Un membre du conseil empêché peut donner à un autre membre une procuration écrite légalisée pour voter en son nom.

Un même membre du conseil ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Toute procuration n'est valable que pour une seule session.

Le président du conseil assure la police des réunions. Il peut, après mise en demeure restée sans suite, faire expulser tout membre du Conseil qui trouble l'ordre de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 10 : Après chaque réunion du conseil, il est rédigé un compte rendu signé du Président et du secrétaire de séance, qui est publié dans les huit jours dans les structures de l'Agence.

Toutefois, les délibérations se rapportant à des questions individuelles ne sont pas affichées. Elles sont notifiées aux intéressés.

Une expédition intégrale de chaque compte rendu et de chaque délibération est adressée à l'autorité de tutelle dans les huit jours. Celle-ci en accuse réception par la délivrance d'un récépissé.

ARTICLE 11 : La date de dépôt constatée par le récépissé est le point de départ des quinze jours accordés à l'autorité de tutelle pour statuer sur les délibérations soumises à son approbation. Passé ce délai, les délibérations deviennent exécutoires et le président du conseil en informe l'autorité de tutelle par une lettre avec accusé de réception délivré sous forme de récépissé.

ARTICLE 12 : Après approbation de l'autorité de tutelle, les délibérations du conseil sont rendues exécutoires sous forme de décisions du président du conseil.

Ces décisions peuvent faire l'objet de recours devant la juridiction compétente.

ARTICLE 13 : Les fonctions de membres du Conseil d'Administration ne sont pas rémunérées.

Toutefois, une décision du président du conseil détermine les conditions d'octroi et les taux des frais de déplacement, après une délibération du conseil, approuvée par le ministre chargé de l'Energie.

ARTICLE 14 : Le directeur général, les responsables des structures administratives et techniques et l'agent comptable de l'Agence des Energies renouvelables du Mali participent aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative.

CHAPITRE II : DIRECTION GENERALE

ARTICLE 15 : L'Agence des Energies Renouvelables du Mali est dirigée par un directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de l'Energie.

ARTICLE 16 : Le directeur général a l'autorité sur l'ensemble du personnel en fonction à l'Agence. Il exerce à leur égard le pouvoir hiérarchique ainsi que les pouvoirs disciplinaires lorsque ces pouvoirs n'ont pas été confiés à une autre autorité.

Le directeur général adjoint est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Energie sur proposition du Directeur général. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

ARTICLE 17 : Le directeur général est assisté par un agent comptable chargé des opérations financières et comptables, nommé par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Energie et du Ministre chargé des Finances.

CHAPITRE III : ORGANES DE CONSULTATION

SECTION I : COMITE DE GESTION

ARTICLE 18 : Le Comité de Gestion se réunit une fois par semestre et chaque fois que de besoin.

ARTICLE 19 : Le Comité de Gestion se réunit en session ordinaire sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

SECTION II : COMITE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Paragraphe 1 : Composition du Comité scientifique et technique

ARTICLE 20 : Sont membres du Comité scientifique et technique :

Président : Une personnalité scientifique désignée par le Ministre chargé de l'Energie.

Représentants de l'université des Sciences, Techniques et des Technologies de Bamako :

- le Doyen de la Faculté de Médecine et d'Odontostomatologie ou son représentant ;
- le Doyen de la Faculté des Sciences et techniques ou son représentant.

Représentants des Etablissements publics de recherche, de formation et de promotion dans les domaines des Sciences et des Technologies :

- le Président Directeur général de l'Agence malienne pour le Développement de l'Energie domestique et de l'Electrification rurale (AMADER) ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Agence des Energies renouvelables du Mali ;
- le Directeur général du Centre national de la Recherche scientifique et Technologique ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Ecole nationale d'Ingénieurs ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Institut polytechnique/Institut de Formation et de Recherche appliquée (IPR/IFRA) ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Agence nationale de Développement du Biocarburant (ANADEB) ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Institut Géographique du Mali ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Agence nationale de la Météorologie ou son représentant ;
- le Directeur de l'Institut d'Economie rurale (IER) ou son représentant ;
- le Directeur du Centre national de la Propriété intellectuelle ou son représentant.

Directeurs des Services centraux :

- le Directeur national de l'Energie ou son représentant ;
- le Directeur national des Eaux et Forêts ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Agriculture ou son représentant ;

- le Directeur national du Génie rural ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Hydraulique ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Enseignement supérieur ou son représentant ;
- le Directeur national de l'Industrie ou son représentant ;

La liste nominative est fixée par décision du ministre chargé de l'Energie pour une durée de trois (3) ans renouvelables une fois.

Paragraphe 2 : Fonctionnement du Comité scientifique et technique

ARTICLE 21 : Le Comité scientifique et technique se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois sur convocation de son Président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

ARTICLE 22 : Le Président du Comité scientifique et technique adresse les convocations et l'ordre du jour de la réunion aux membres au moins dix jours avant sa tenue.

Les séances du Comité scientifique et technique de l'Agence ne sont pas publiques.

Le Comité peut s'adjoindre toute autre personne en raison de ses compétences particulières.

ARTICLE 23 : Le quorum pour toute session du Comité est constitué par la majorité simple de ses membres.

Les avis du Comité scientifique et technique de l'Agence sont émis par la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote d'un membre par procuration n'est pas autorisé.

Le secrétariat du Comité est assuré par la direction générale de l'Agence des Energies renouvelables-Mali.

Le procès-verbal de séance est conjointement signé par le président du Comité et par le secrétaire de séance. Il est transmis sans délai au directeur général de l'Agence.

ARTICLE 24 : Les membres du Comité scientifique et technique reçoivent en communication tous les documents scientifiques, les études et résultats provenant de l'Agence des Energies renouvelables du Mali.

Le Comité scientifique peut solliciter le concours de tout organisme ayant les mêmes vocations.

ARTICLE 25 : Les fonctions de membres du Comité scientifique et technique ne sont pas rémunérées.

Toutefois, une décision du président du conseil détermine les conditions d'octroi et les taux des frais de déplacement, après une délibération du Conseil, approuvée par le ministre chargé de l'énergie.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 26 : Un arrêté du ministre chargé de l'énergie fixe les modalités d'application du présent décret.

ARTICLE 27 : Le présent décret abroge le Décret N°90-434/P-RM du 31 octobre 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre national de l'Energie solaire et des Energies renouvelables (CNESOLER).

ARTICLE 28 : Le ministre de l'Energie et de l'Eau, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 février 2015

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,
Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Mamadou Igor DIARRA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions,
Madame DIARRA Raky TALLA**

**DECRET N°2015-0050/P-RM DU 6 FEVRIER 2015
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE
NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°92-020/AN-RM du 23 septembre 1992 instituant un Code de Travail en République du Mali ;
Vu la Loi n°10-029 du 12 juillet 2010 portant création de l'Agence nationale d'Assistance médicale (ANAM) ;
Vu le Décret n°09-554/P-RM du 12 octobre 2009, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence nationale d'Assistance médicale (ANAM) ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés membres du Conseil d'Administration de l'Agence nationale d'Assistance médicale (ANAM) :

1. Au titre des représentants des pouvoirs publics :

- Monsieur **Almoukoutar HAIDARA**, Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord ;
- Monsieur **Mahamadou SIDIBE**, Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Docteur **Salif SAMAKE**, Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- Monsieur **Youssou Séga KONATE**, Ministère de la Décentralisation et de la Ville ;
- Monsieur **Mohamed Bassirou TRAORE**, Direction nationale de la Protection sociale et de l'Economie solidaire ;

2. Représentants des Usagers :

a) Au titre des Collectivités territoriales :

- Docteur **Mamadou Mamby TRAORE**, Haut Conseil des Collectivités ;
- Monsieur **Yaya BAMBA**, Association des Régions du Mali (ARM) ;
- Monsieur **Modibo TIMBO**, Association des Collectivités du Mali (ACCM) ;
- Monsieur **Baba DEMBELE**, Association des Municipalités du Mali (AMM) ;

b) Au titre de la Société civile :

- Monsieur **Amadou DIARISSO**, Fédération nationale des Associations de Santé communautaire du Mali (FENASCOM) ;